



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Berlin, le jeudi 15 novembre 2012

**Allocution de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre
Congrès de la Süddeutsche Zeitung
Jeudi 15 novembre**

Seul le prononcé fait foi

*Sehr geehrter Herr Bundespräsident,
Sehr geehrter Herr Minister,
Sehr geehrter Herr Chefredakteur,
Meine sehr verehrten Damen und Herren,*

Für Erneuerung und Einheit gibt es kein schöneres Symbol als Berlin! Sie wissen, wie sehr mir Deutschland, seine Sprache und seine Kultur am Herzen liegen. Es gab eine Zeit, wo Deutschland, zu dem ich ein so enges Verhältnis hergestellt habe, geteilt war. Der Pariser Platz, wo wir uns heute befinden, war ein leerer und seelenloser Ort, der Reichstag auch. Die Mauer verbarg die Sicht hinter dem Brandenburger Tor. Der Kontrast mit dem heutigen Berlin, dieser jetzt vereinigten, wiederaufgebauten und glänzenden Hauptstadt kann nicht auffälliger sein! Berlin ist jetzt ein Anziehungspunkt für die Jugend Europas!

Je suis venu vous parler aujourd'hui du redressement économique de la France, la tâche impérieuse à laquelle s'est attelé mon gouvernement depuis six mois.

Je souhaite remercier chaleureusement la *Süddeutsche Zeitung* pour son invitation.

Je connais l'attention qui est portée en Allemagne à la politique économique menée en France. De même, les évolutions en Allemagne sont toujours observées précisément dans mon pays. Cet intérêt croisé est naturel s'agissant de deux Etats qui ont décidé de lier leurs destins et qui constituent le moteur d'une Europe qui est, plus que jamais, notre avenir à tous.

Et l'Europe, dans la situation actuelle, a besoin d'un moteur puissant et d'un cap clair.

Redresser l'économie française, voilà quelle a été la priorité du Président de la République et de mon Gouvernement depuis six mois. Le retour de la croissance et la réduction du chômage sont notre unique boussole. Cela passe par le désendettement de la France, le retour d'un dialogue social apaisé et fructueux et le redressement de notre compétitivité.

Car notre stratégie économique repose sur un constat lucide sur la situation de la France et sur ses atouts. Elle repose sur une méthode nouvelle, le dialogue et la concertation, gages de réformes consensuelles et durables. Elle repose enfin sur une volonté sans faille de redresser notre pays qui constitue la cohérence de notre action. Je voudrais vous en rappeler les principaux jalons.

Dès le 15 mai le Président de la République est venu ici même, à Berlin, marquer l'engagement inébranlable de la France dans l'amitié avec l'Allemagne et dans la construction européenne.

Dès le 15 mai, qui est aussi le jour où j'ai pris mes fonctions, nous avons travaillé à la stabilisation de la zone euro, qui est la condition première du retour de la croissance en Europe. Le Conseil européen des 28 et 29 juin a constitué un tournant de ce point de vue, avec l'adoption du Pacte européen pour la Croissance et l'Emploi et la décision de mettre en place rapidement une union bancaire.

La situation est désormais stabilisée, mais il nous faut continuer le travail pour consolider l'apaisement des tensions. Fort de cette stabilisation de la zone euro, le Parlement français a pu ratifier le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance. Le nouveau gouvernement a ainsi sans attendre pris ses responsabilités pour contribuer à la stabilité de la zone euro.

Mais nous avons également pris nos responsabilités en nous attaquant résolument aux déficits publics.

Le sérieux budgétaire, qui a guidé notre action depuis l'été, constitue d'abord un engagement présidentiel devant les Français qui nous ont donné un mandat clair : cesser de reporter sur les générations futures le poids d'une dette en augmentation continue et reconstituer les marges de manœuvre indispensables à l'action publique. Nous sommes conscients que le redressement des comptes publics est aussi la condition de notre souveraineté.

Dès 2012, le déficit sera réduit à 4,5% du PIB alors qu'il aurait atteint les 5% si rien n'avait été décidé cet été. Ce travail doit être poursuivi et nous respecterons l'objectif de 3% en 2013. L'effort engagé est considérable et constitue la première étape du retour à l'équilibre prévu pour la fin du quinquennat. Cet effort ne peut être accepté que s'il est marqué du sceau de la justice, qui est la préoccupation constante du gouvernement que je dirige. Ainsi, nous avons décidé de continuer à financer certaines priorités, qui sont des conditions de croissance pour l'avenir : l'éducation, la recherche, l'emploi.

Pour réussir dans la tâche de redressement qui est la nôtre, il nous faut mettre tous les acteurs en mouvement. Dès le mois de mai dernier, le gouvernement s'est employé à recréer les conditions d'un véritable dialogue social et à restaurer la confiance entre l'Etat et les partenaires sociaux. Le dialogue social a fait ses preuves depuis longtemps en Allemagne. Il est indispensable pour résoudre les problèmes en profondeur et forger des réformes durables.

Dès l'été, nous avons rassemblé l'ensemble des partenaires sociaux dans une grande conférence sociale pour réamorcer un dialogue au service de la réforme de notre économie, dans le respect de notre modèle social et de nos valeurs.

La négociation en cours sur le marché du travail constitue un chantier essentiel, pour allier sécurité et capacité d'adaptation et d'anticipation, pour les salariés et pour les entreprises. J'attends beaucoup de cette négociation qui, si elle aboutit, constituera un tournant historique dans l'organisation de notre marché du travail.

Stabilisation de la zone euro, rétablissement des comptes publics, renouveau du dialogue social, tous ces éléments constituent un socle nécessaire au redressement de notre économie.

La semaine dernière nous avons pris des décisions fortes pour restaurer notre compétitivité et remettre en route notre moteur économique. Louis Gallois, industriel reconnu et expérimenté, m'a remis un diagnostic sévère sur l'évolution de notre économie depuis dix ans et le décrochage réel observé ces dernières années. Il a proposé une série de mesures que j'ai faites miennes pour l'essentiel.

Les mesures que nous avons annoncées sont sans précédent par leur ampleur – 20Mds€ d'allègement du coût du travail pour les entreprises soit 6% de la masse salariale.

Sans précédent également est le recours assumé pour leur financement à de nouvelles économies en dépenses qui seront le résultat de réformes structurelles ambitieuses qui permettront de rendre l'action publique plus efficace. Là réside la modernité du nouveau modèle français que je souhaite mettre en place. La définition de ces réformes dans le dialogue constitue le grand chantier de l'année à venir.

La France n'est pas seule : aujourd'hui, notre action s'inscrit évidemment dans le cadre de l'Europe et singulièrement dans la relation franco-allemande.

50 ans après la signature du Traité de l'Elysée, comment serait-il possible d'oublier les liens fondamentaux qui relient plus que jamais nos deux pays, moteurs de l'aventure européenne ? Il nous faut aujourd'hui travailler au renforcement de ce lien, tant sur le plan politique que dans les domaines économique et industriel. Il nous faut par exemple porter haut l'ambition d'une politique énergétique, d'une politique industrielle, d'une politique de défense, d'une politique spatiale, au service de nos deux pays comme au service de l'Europe tout entière.

Car ne nous y trompons pas. L'Europe est aujourd'hui à un tournant. Nous sommes, Français, Allemands, face à une responsabilité historique dans un monde en transformation radicale.

Nous oublions parfois que l'Europe est la première puissance économique et commerciale au monde. Or nous avons des responsabilités : il n'est plus acceptable qu'en Asie, en Amérique, l'on s'interroge sur notre avenir, sur notre destin. Nous devons redevenir un point d'ancrage dans le monde d'aujourd'hui et cesser d'être un point d'interrogation.

La stabilisation de la situation en Grèce, le redressement rapide de l'Espagne avec l'aide de ses partenaires doivent constituer notre priorité. Nous avons, France et Allemagne, une responsabilité particulière quant à l'avenir et l'intégrité de la zone euro. Je me félicite qu'au-delà des différences naturelles d'appréciation, l'ensemble des responsables politiques, en France comme en Allemagne, soient unis dans la défense de notre monnaie commune et convaincus de notre intérêt à ne jamais remettre en cause son intégrité. Il y a aussi aujourd'hui un consensus sur le fait qu'il ne saurait y avoir d'Europe sans solidarité.

Mais il nous faut tourner cette page. Nous devons aujourd'hui passer de l'urgence à l'avenir.

Nous devons préparer l'étape suivante de l'intégration de la zone euro. Nous devons aller vers une meilleure coordination des politiques économiques, une plus grande convergence budgétaire et fiscale. Les coopérations renforcées doivent être utilisées lorsqu'elles constituent la voie pour avancer, comme c'est le cas pour la taxe sur les transactions financières.

Car ce n'est pas moins d'Europe mais plus d'Europe qu'il nous faut aujourd'hui. Plus de solidarité européenne. Plus d'intégration européenne. La zone euro intégrée et solidaire que nous appelons de nos vœux impliquera de nouveaux mécanismes de contrôle démocratique adaptés pour que les citoyens de nos deux pays ne voient plus l'approfondissement de la construction européenne comme un obstacle, mais comme un moyen de leur liberté démocratique. Il nous faudra être créatif. La zone euro constitue le champ naturel de cet approfondissement. Mais nous ne devons pas pour autant nous éloigner de nos partenaires qui ne sont pas encore dans la zone euro, mais ont vocation

à la rejoindre bientôt. Il existe un rapport dialectique entre le renforcement de la zone euro et l'approfondissement de l'union à 27.

Prenez l'exemple de la Pologne, qui commence à 100km seulement d'ici. Ce pays constitue pour nous tous un exemple : après la disparition du rideau de fer, il a décidé, après quelques hésitations initiales, d'aller résolument vers l'avant en faisant le choix de l'Europe. Il est aujourd'hui devenu l'un des piliers de l'Union et rejoindra bientôt, j'en suis sûr, la zone euro : il n'y a donc pas d'opposition entre l'Europe à 27, la zone euro, la souveraineté nationale, bien au contraire, il y a une complémentarité.

L'Europe fait aujourd'hui face à d'innombrables défis : le rééquilibrage de la croissance mondiale, le changement climatique, une multiplication des enjeux pour sa sécurité. Face à ces défis, nous devons nous placer à l'avant garde et ne pas nous replier. N'oublions jamais que nous avons mis en place dans la seconde moitié du XXe siècle la construction politique la plus innovante et la plus moderne qui soit. Soyons conscients de nos responsabilités et de nos capacités.

Damen und Herren,

Frankreich blickt vertrauensvoll in die Zukunft, und zwar trotz der Wirtschaftskrise, die unseren Kontinent trifft. Unser Land hat viele beachtliche Trümpfe und es hat Freunde und Partner, auf die Verlass ist. An erster Stelle steht Deutschland. Sie leisten als Unternehmer aus Frankreich und Deutschland einen wesentlichen Beitrag zum fruchtbaren Austausch zwischen unseren beiden Ländern. Ich begrüße Ihre Handlungsfähigkeit und fordere Sie auf, sie weiterzuentwickeln.

Deutschland und Frankreich haben im Herzen Europas und in Verbindung mit unseren europäischen Partner ein gemeinsames Schicksal. Unser Kontinent hat sich jahrhundertlang heftig zerrissen. Zwei Weltkriege haben ihn heimgesucht. Er ist lange geteilt worden. Heute schreitet sein Zusammenwachsen fort.

Wir haben es gelernt, die zahlreichen Hindernisse zu überwinden, die auf dem Weg zum europäischen Einigungsprozess lagen.

Ich bezweifle keinen Augenblick, dass wir die noch vor uns liegenden Schwierigkeiten überstehen werden.

Ich kann versichern, dass Frankreich dazu bereit ist. Wir müssen unserer Geschichte gewachsen sein. Wir sind es unserer Zukunft, dass heist unserer Jugend schuldig!

Vielen Dank für Ihre Aufmerksamkeit.